

# Open Source et souveraineté numérique : Les deux faces d'une même pièce

## Comment les logiciels libres vont permettre au secteur public de déterminer lui-même sa voie vers la transformation numérique

Le secteur public mise sur la transformation numérique pour tenir les promesses d'économies et de lieux compétitifs à zéro, d'administrations publiques performantes, et d'inclusion et de bien-être des personnes.

Les décideurs du secteur public qui réussissent visent à tirer parti des avantages de l'innovation technologique pour :

- Offrir aux usagers une expérience empathique qui rend la bureaucratie invisible.
- Permettre une automatisation et une collaboration intelligentes pour que les fonctionnaires soient davantage performants.
- Favoriser le partage de données fiables pour prendre des décisions politiques et opérationnelles fondées sur des données probantes

IDC définit la souveraineté numérique comme suit

## LA CAPACITÉ D'AUTODÉTERMINATION NUMÉRIQUE DES NATIONS, DES ENTREPRISES OU DES INDIVIDUS

Les décideurs du secteur public veulent atteindre ces objectifs stratégiques de transformation numérique, tout en **protégeant la souveraineté numérique**. Par exemple, à travers sa doctrine "Le cloud au centre", le gouvernement français "... encourage tous les acteurs publics à saisir son potentiel (du cloud) afin de développer une nouvelle génération de services numériques de qualité, tout en **protégeant les données des entreprises et des citoyens**".

La souveraineté numérique peut permettre aux gouvernements de choisir la manière dont ils déploient et gèrent les infrastructures, les données et les logiciels sur lesquels ils s'appuient pour tirer parti des avantages de la transformation numérique. En résumé, la souveraineté numérique ne se limite pas à la localisation des données. Elle comprend également les plateformes de cloud computing, les logiciels de charge de travail, les actifs des centres de données et l'infrastructure de communication. Plus important encore, elle implique des processus et des opérations utilisés pour contrôler et gérer l'infrastructure et les services numériques.

La souveraineté numérique concerne l'ensemble de l'architecture et de l'écosystème numériques qui sous-tendent une Europe de la première heure numérique où les hauts responsables du secteur public ont un véritable choix.

Les décideurs du secteur public européen montrent la voie en adoptant la souveraineté numérique. 28 % des personnes interrogées s'attendent à ce que les principes et les politiques de souveraineté numérique soient un élément clé de l'exécution des programmes de confiance et de résilience numériques. Le pourcentage de décideurs du secteur public qui accordent la priorité à la souveraineté numérique est encore plus élevé en France, en Allemagne et au Royaume-Uni.

Les gouvernements européens qui investiront de manière significative dans ces trois domaines - au cours des deux prochaines années - pour assurer une résilience à long terme.



**57%**

**Programmes de confiance numérique** (pour protéger les personnes, les informations, les systèmes et les technologies).



**57%**

**Programmes de résilience opérationnelle** (ex : processus d'automatisation)



**47%**

**Résilience de l'architecture informatique** (ex : migration vers le cloud, interopérabilité)



Pour exécuter les programmes de confiance numérique, **28%** vont investir dans des "**principes et directives de souveraineté numérique**".

Source : IDC Europe, Government Insights Survey, août 2022 - N = 230

## Les principaux attributs de la souveraineté numérique pour le secteur public européen

Les décideurs du secteur public européen ne sont pas seulement en avance sur le parcours de la souveraineté numérique, par rapport à d'autres industries et régions, ils sont aussi plus exigeants sur des éléments spécifiques de la souveraineté numérique, car ils comprennent que la souveraineté numérique est à la base des services numériques de confiance et de l'utilisation des données. Pour eux, les éléments les plus critiques de la souveraineté numérique peuvent être regroupés en six objectifs clés que les décideurs du secteur public cherchent à déterminer eux-mêmes :

- des capacités de collecte, de gouvernance et de traitement des données conformes et fiables, capables de développer le partage des **données**, tout en répondant aux préoccupations légitimes liées à la confidentialité et à la sécurité des flux de données transfrontaliers.
- Des architectures **techniques** qui permettent aux équipes de développement numérique d'intégrer de manière transparente les services numériques de bout en bout, de migrer de manière incrémentielle à partir de l'héritage d'une manière agile et abordable, et de revenir librement sur leurs choix le cas échéant.
- Contrôles et processus **opérationnels** granulaires, faciles à utiliser et certifiés, pour automatiser le provisionnement, la gestion des performances et la surveillance de l'accès physique et numérique à l'infrastructure.

- **Assurance** contre les cyberincidents et les attaques qui pourraient avoir un impact négatif sur la continuité des services essentiels.
- Des conditions de concurrence équitables pour la **chaîne d'approvisionnement** locale en TIC, afin de permettre aux entreprises locales d'encourager les talents et de devenir des innovateurs de premier plan au niveau mondial.
- Renforcer la résilience grâce à de meilleurs processus permettant d'identifier les vulnérabilités et les dépendances à haut risque dans un environnement **géopolitique** de plus en plus instable.

Les gouvernements européens veulent disposer de toute l'étendue des choix réels sur ces six éléments. Ils veulent que la souveraineté numérique leur permette d'atteindre les résultats de la transformation numérique ; pour certains cas d'utilisation, ils devront se conformer à des règles strictes en matière de localisation des données et de certification du personnel opérationnel pour des raisons de sécurité nationale, tandis que pour d'autres cas d'utilisation, ils voudront être en mesure de promouvoir de meilleurs résultats sociétaux grâce à des espaces de données qui dépassent les frontières, tout en conservant l'autodétermination des capacités techniques et opérationnelles.

## Principaux objectifs poursuivis par les gouvernements européens en matière de souveraineté numérique



**Souveraineté opérationnelle**  
- pour contrôler les opérations, de l'approvisionnement et de la gestion des performances à la surveillance de l'accès physique à l'infrastructure.



**Assurance** - pour garantir la protection contre les cyberattaques et les événements de type cygne noir.



**Résilience de la chaîne d'approvisionnement**  
- pour permettre aux PME d'exploiter la valeur du cloud comme base pour développer leurs propres innovations de produits et de services et encourager les talents locaux.



**Survivabilité géopolitique**  
- pour faire face aux faiblesses stratégiques, aux vulnérabilités et aux dépendances à haut risque d'un environnement géopolitique de plus en plus instable.

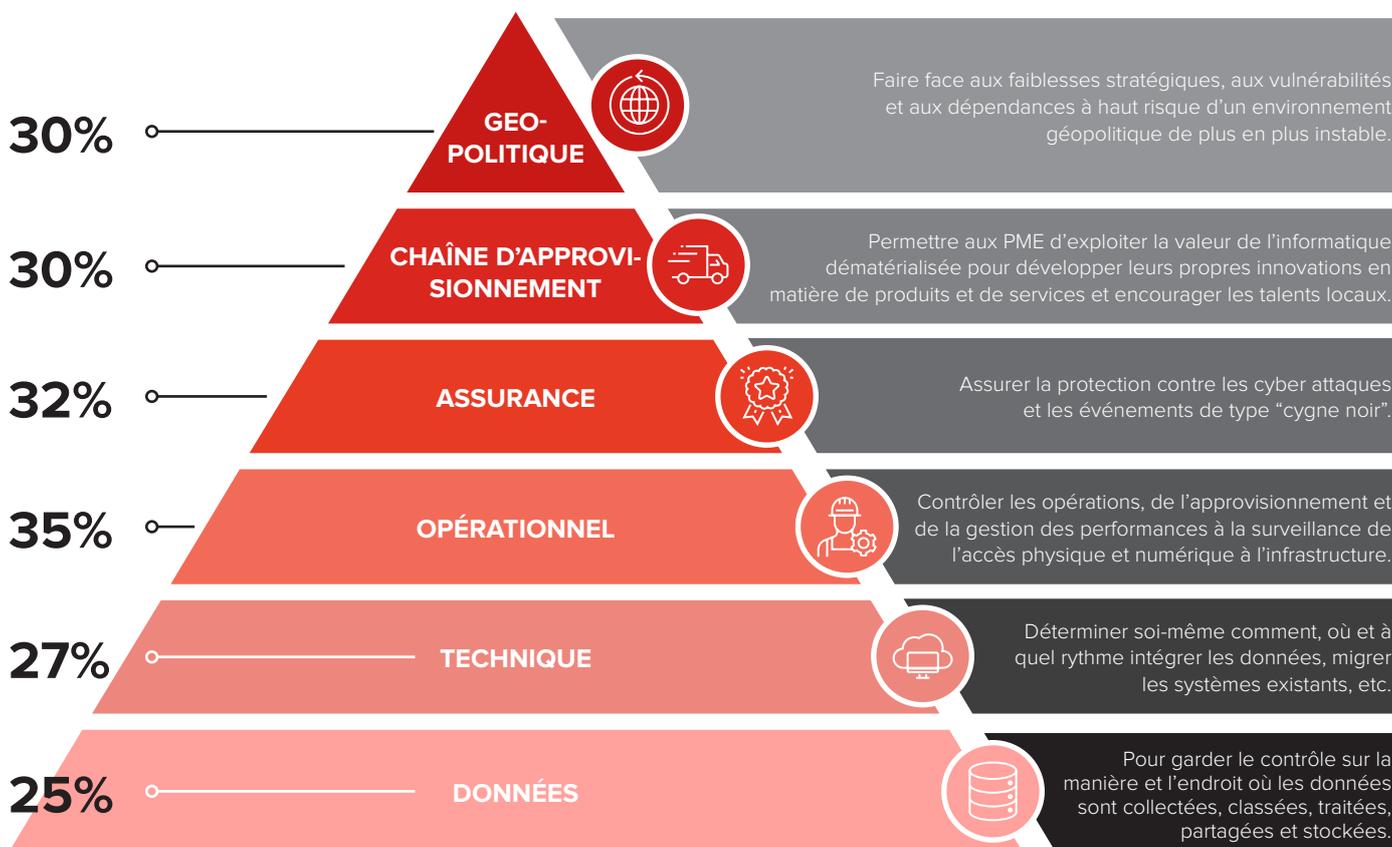


**La sobriété des données** - pour garder le contrôle sur comment et où les données sont collectées, classées, traitées, partagées et stockées.



**Souveraineté technique** - pour déterminer soi-même comment, où et à quel rythme intégrer les données, migrer les anciens systèmes, etc.

## Six objectifs poursuivis par les gouvernements européens en matière de souveraineté numérique



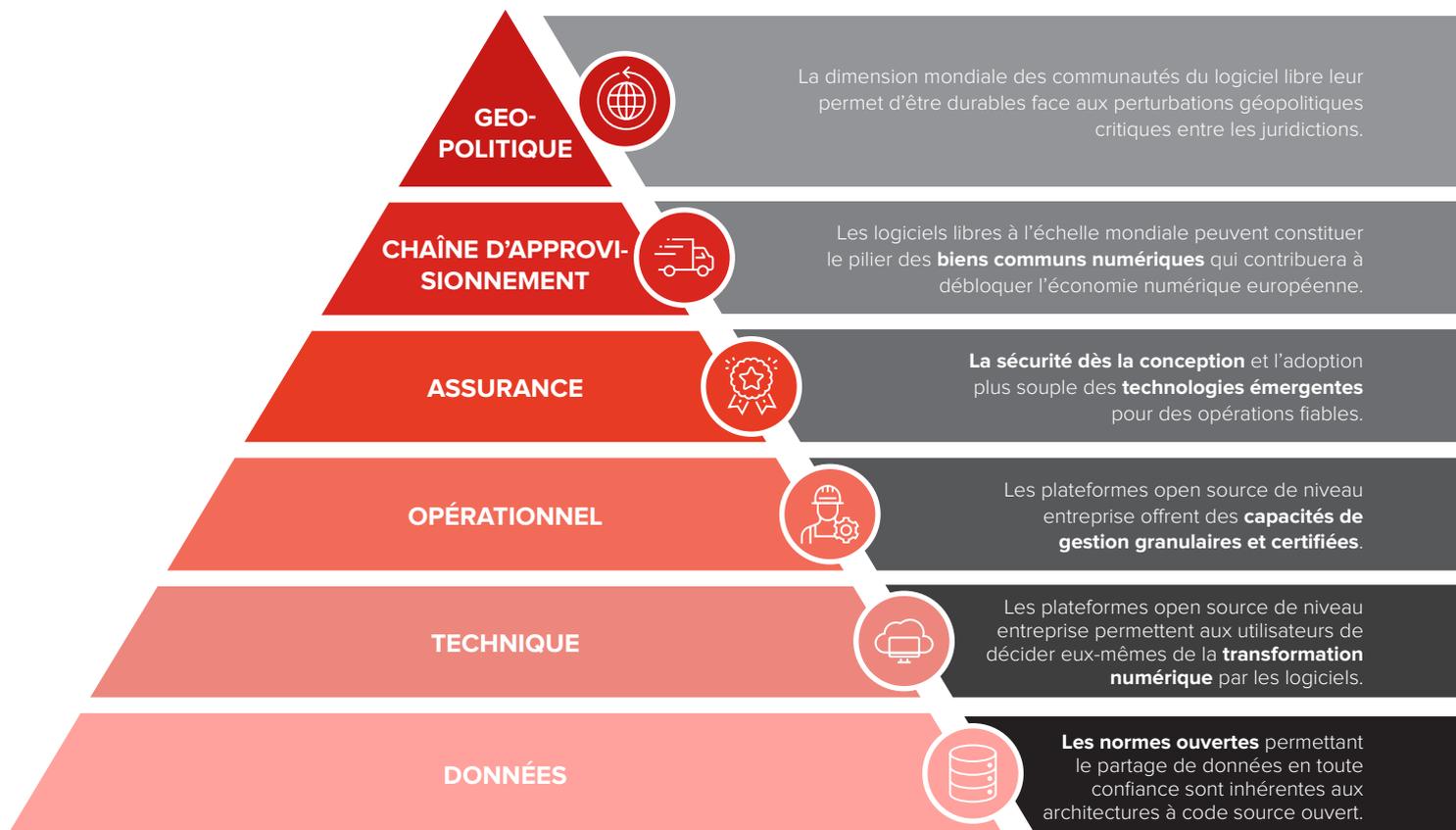
Source : IDC Europe, Government Insights Survey, août 2022 - N = 63

### Le valeur de l'open source comme accélérateur de la souveraineté numérique

Les gouvernements européens ont investi dans les logiciels libres (OSS signifie que les utilisateurs peuvent consulter le code qui compose le logiciel et y apporter toutes les modifications qu'ils souhaitent et que quiconque peut prendre le code source et distribuer son propre programme à partir de celui-ci depuis de nombreuses années) sur de nombreuses couches de la pile, des applications aux plateformes, en passant par la gestion des données et les logiciels d'infrastructure. Les décideurs du secteur public qui adoptent les logiciels libres doivent comprendre comment ils peuvent accélérer leur chemin vers la souveraineté numérique grâce aux logiciels libres :

- Les normes ouvertes sont innées dans les architectures à code source ouvert, ce qui permet aux experts des missions et des données du secteur public de partager des données dans l'ensemble du secteur public, avec les citoyens et les entreprises, en toute confiance.
- Les plateformes open source de niveau entreprise permettent aux utilisateurs et aux contributeurs de garder un contrôle total sur le développement, l'évolution et la réversibilité des applications natives en nuage.

- Les plateformes open source de niveau entreprise offrent des capacités opérationnelles granulaires et certifiées qui permettent d'automatiser le déploiement, l'orchestration et la gestion d'environnements hétérogènes.
- L'open source d'entreprise possède une culture (et des processus associés) de la sécurité dès la conception et du partage des responsabilités qui garantit des services résilients, même pour les nuages hybrides les plus complexes. En outre, l'ouverture permet aux responsables informatiques des administrations publiques d'adopter de manière plus souple les technologies émergentes, telles que les architectures matérielles sécurisées, l'informatique probabiliste et le cryptage entièrement homomorphe, qui, dans un avenir proche, permettront des opérations de confiance même sur des systèmes non fiables.
- Les logiciels libres peuvent être le pilier des biens communs numériques qui débloqueront l'économie numérique européenne.
- La nature mondiale des communautés de logiciels libres les rend résistantes aux perturbations géopolitiques entre les juridictions.



### Message du sponsor

L'Open Source est la clé de l'autonomie numérique ; par la nature même de son modèle de développement ouvert et collaboratif ; et guidé par des processus de gouvernance clairs et établis. L'open source est le moteur de l'innovation et développement de compétences essentielles pour la compétitivité, la résilience et le contrôle de l'Europe, aujourd'hui et demain.

Depuis près de trois décennies, Red Hat collabore à des projets communautaires et protège les licences open source afin de continuer à développer des logiciels qui repoussent les limites des capacités technologiques et créer des technologies plus fiables, plus stables et innovantes.

